

## **Lettre ouverte du collectif AGIVR Beaujolais Val de Saône, soutenu par la CGT**

Aujourd'hui il s'agit pour nous de dire l'essentiel de ce qui porte atteinte à nos conditions de travail mais aussi, de fait, à nos valeurs, à ce qui nous anime et nous soutient dans l'exercice de professions exigeantes.

Il semble assez évident que nous n'avons à ce jour plus à notre tête des directeurs, des chefs d'établissement mais des « patrons », comme n'importe quel salarié du monde commercial. Ce glissement serait anodin s'il n'avait des conséquences dévastatrices.

Jusqu'à présent nos interlocuteurs étaient des chefs d'établissement, souvent anciens éducateurs, qui avaient une connaissance de l'exercice de nos métiers et une vision de ce que devaient être les établissements (avec laquelle il nous arrivait, bien entendu d'être en désaccord, c'est heureux, car c'est de multiples points de vue croisés que vit une institution). Nous partagions en tout cas généralement la certitude que ce qui nous amène tous à nous retrouver jour après jour c'est le sens de notre travail, le sens que nous mettons dans nos accompagnements. Il ne s'agissait pas juste « d'accueillir » le plus grand nombre d'usagers possible mais de les bien accueillir, d'accueillir chacun dans sa singularité, en construisant à petit pas auprès de chacun un chemin qui fasse sens.

Parce que chacun est unique, parce que chacun n'a qu'une vie à vivre et qu'elle mérite qu'on prenne le temps, qu'on pense, qu'on construise ensemble.

Nous n'étions, cela ne faisait de doute pour personne, pas des marchands. Nous n'avions rien à vendre, et n'avions pas à être rentables. Nous avions simplement à répondre à cette exigence énorme : être jour après jour au plus juste, au plus vrai dans les chemins à construire avec chacun de ceux qu'il nous était donné d'accompagner.

Il semblerait que la loi qui nous régisse soit aujourd'hui celle du marché. Hors nous n'avons rien à vendre, même si nous avons tout à défendre.

Certes, les contraintes budgétaires s'imposent à l'ensemble du secteur sanitaire et social. Mais selon les associations, les institutions, les différentes directions, les attentes de nos commanditaires sont pesées, évaluées à l'aune du réel et adaptées bien

différemment.

A l'AGIVR, l'accent a été mis sur les « fonctions support », pas sur le personnel accompagnant, le maître mot est « mutualisation », synonyme d'économies de bouts de chandelles et de surcharge de travail pour beaucoup. Comme dans le monde commercial, nous avons vu les missions des postes glisser : les chefs de service sont appelés à remplir les missions des directeurs dont les postes ont été supprimés, des éducateurs s'absentent donc pour un temps non négligeable de leurs groupes éducatifs pour remplir à leur tour des missions de chefs de service. Au final, ce sont donc souvent les personnels les moins diplômés qui sont le plus en charge de l'accompagnement des personnes, avec une charge de travail accrue et dans des missions qui ne relèvent pas de leur compétence.

Ils font, c'est à leur honneur, tout ce qu'ils peuvent, mais ne peuvent pas tout. En effet, nous accompagnons souvent les personnes les plus en difficulté pour vivre parmi d'autres. Le handicap, la maladie psychique entravent leur capacité à prendre soin d'eux, nouer des liens qui paraissent simples pour le reste de nos concitoyens, vivre dans le monde de manière pacifiée.

Or, que se passe-t-il quand progressivement les équipes perdent de leur unité, de leur pluralité ? On a moins d'échanges pluridisciplinaires (et oui, nos réunions, nous y tenons, non comme à des lieux de « papotage » mais bien parce que cela permet de donner du sens à l'incongru qui est notre quotidien), moins de capacité à penser (la formation des éducateurs spécialisés visant justement à leur permettre d'interroger et d'éclairer ce qui motive les actes de ceux qu'ils accompagnent). Et quand on n'a plus de capacité à penser, on ne fait plus que réagir. Face à des comportements qui font violence, qui inquiètent par leur étrangeté radicale, quand on n'a pas la pensée comme soutien, on ne fait que réagir, tenter de faire en sorte que « cela cesse ». On fait à son tour violence, sans même le vouloir, par manque de possibilité de penser, de comprendre, d'aider vraiment. C'est bien là que la qualification professionnelle et le partage en équipe sont essentiels à un accompagnement bienveillant et de qualité.

Il faudrait trouver acceptable que finalement, l'ambition que l'on ait pour ces résidents les plus en difficulté ce soit qu'il soient accueillis quelque part, nourris et accompagnés à être propres quand (et si) le personnel, en nombre toujours réduit le permet ?

Qui d'entre nous est entré dans nos professions avec cela comme idéal professionnel ? Et qui accepterait que la vie, ce soit si peu, pour l'un de ses proches, ou même juste pour un autre humain ?

Mais dans ce nouveau système nous ne sommes pas mieux traités que les gens que nous accompagnons. Nous sommes nombreux, sur différents sites, à avoir entendu en réunion ces derniers temps que si nous n'étions pas contents, nous n'avions qu'à partir. Que nous serions dès demain avantageusement remplacés, et pour bien moins cher. Et que si nous regimbions un peu trop, nos contrats comprenaient tous une clause de mobilité permettant de nous déplacer ici ou là.

La manière dont certains de nos supérieurs s'adressent au salarié ne relève même plus du manque de considération professionnelle mais du manque de respect humain de base. Et les professionnels sont, par l'association d'une part, par la direction générale d'autre part, relégués au statut d'exécutants, quelle que soit à leurs yeux l'inadéquation de ce qui leur est imposé. Leur expertise, leur savoir faire, leur capacité à construire ne sont non seulement pas sollicités mais il est clair qu'ils n'ont pas à en faire état, à interroger, à vouloir amender. Si chacun des professionnels accepte de bon gré de s'inscrire dans le projet associatif, il est insoutenable de se voir dénier toute compétence professionnelle.

Certains sites ont à fonctionner dans des conditions de sous effectif et de démantèlement des équipes pluridisciplinaires terribles. A certains on annonce qu'en cas d'absence ils ne seront plus remplacés en deçà de trois jours, et par leurs collègues en poste au delà (collègues déjà épuisés et qui devront s'absenter à leur tour pour récupérer ces heures supplémentaires).

L'hôpital publique, exsangue, est pourtant un bon exemple de tout ce qu'il ne faut pas faire. Pourtant il semble que nous nous engagions vaillamment dans tous les travers bien connus qui l'ont laminé.

Nous ne sommes ni des pions ni des variables d'ajustement.

Nous refusons d'être maltraités dans l'exercice de professions déjà au combien difficiles. Nous exigeons le respect pour notre compétence professionnelle, pour notre savoir-faire et notre capacité à penser. Car nous faisons vivre les institutions, avec au cœur le souci constant de l'accompagnement que nous devons aux plus faibles qui nous sont confiés.

Nous sommes AES, AMP, aide soignants, moniteurs éducateurs, maîtresses de maison, moniteurs d'atelier éducateurs spécialisé, éducateurs techniques, veilleurs de nuit, psychomotriciens, ergothérapeutes, orthophonistes, infirmières, psychologues, médecins, agents de service, secrétaires, comptables.....

Nous sommes les innombrables mains, cœurs, oreilles et cerveaux qui sont là,

chaque matin, auprès de ceux que la société ne souhaite pas voir, pas rencontrer.

Nous sommes nombreux. Et en colère.

Vous pouvez nous contacter sur notre boîte mail : **[collectifsalarial@yahoo.com](mailto:collectifsalarial@yahoo.com)**